

Titre 1 **PROTECTION DU SYSTEME D'INFORMATION**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein du CTI Toulouse (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.).

Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information du CTI Toulouse. Les documents applicables au sein du CTI Toulouse sont communiqués au titulaire à la notification du marché et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information du CTI Toulouse ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées du CTI Toulouse).

Par ailleurs, le titulaire et ses sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 323-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

Titre 2 *ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE*

Préambule :

Etant donné que l'organisme a demandé au Prestataire, ci-après la « Prestation » ;
Que cette demande a été contractualisée au moyen de la signature entre les parties d'un document dénommé « **CTI TOULOUSE/2026/Destruction et/ou revalorisation du matériel informatique** » ;
Que pour l'exécution de la Prestation, le Prestataire est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et à se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui présentent un caractère confidentiel ;
Que la divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes ;
En conséquence, le Prestataire reconnaît que la communication de ces informations et l'accès aux locaux de l'organisme lui impose une obligation de confidentialité dans les termes et conditions ci-après, ce qu'il accepte expressément :

2.1 *Objet et étendue des présentes*

Le PRESTATAIRE et tout personnel intervenant pour le compte de ce dernier dans les locaux de l'ORGANISME au titre du CONTRAT s'engagent à mettre en œuvre et respecter les obligations décrites dans les articles qui suivent.

2.2 *Règles de bonne conduite du personnel intervenant dans les locaux*

Le personnel du PRESTATAIRE s'engage à respecter des règles de bonne conduite conformes au service attendu objet du CONTRAT. Le personnel du PRESTATAIRE s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de l'ORGANISME à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique du BENEFICIAIRE. À ce titre, le personnel du PRESTATAIRE s'interdit :
- De brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de l'ORGANISME (chargeur de smartphone, etc.) ;
- De se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de l'ORGANISME (en filaire, en Wifi, etc.).

2.3 *Information Confidentielle*

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée ou obtenue lors de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les personnels du prestataire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées ou obtenues et considérées comme confidentielles ou secrètes par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire ou obtenue lors de la prestation, par quelque moyen que ce soit, sont considérées comme confidentielles y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

2.4 Engagement de discrétion et de confidentialité

Le Prestataire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Ainsi, le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à ne pas divulguer à des tiers des informations qu'ils pourraient être amenés à connaître dans le cadre de leur activité dans l'ORGANISME;
- à protéger les informations confidentielles de l'ORGANISME dont ils ont connaissance ou qu'ils manipulent et à ne pas les divulguer à autrui ;
- à ne pas mettre à profit les activités qui leur ont été confiées pour recueillir ou rechercher intentionnellement des informations confidentielles de l'ORGANISME sous quelque forme que ce soit ;
- à informer immédiatement l'ORGANISME de toute situation où de telles informations seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance ;
- à prendre connaissance de la fiche de sensibilisation aux critères de Disponibilité/Intégrité/Confidentialité des Données de Santé à Caractère Personnel, jointe en annexe **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

En tout état de cause, le Prestataire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés.

2.5 Badges d'accès aux locaux

Des badges nominatifs permettant l'accès aux locaux de l'ORGANISME sont mis à disposition dans le cadre de l'exécution du CONTRAT pour le personnel permanent du PRESTATAIRE.

Ces badges sont à récupérer contre un justificatif d'identité au poste de sécurité de l'ORGANISME au début de chaque prestation journalière et à restituer en fin de prestation journalière. L'intervention

exceptionnelle de tout autre personnel du PRESTATAIRE devra faire l'objet d'une demande au minimum 48 heures ouvrées à l'avance, afin de permettre la transmission des consignes au poste de sécurité.

Le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du CONTRAT chez le BENEFICIAIRE ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité chez le BENEFICIAIRE, et durant les horaires d'intervention convenus entre le PRESTATAIRE et le BENEFICIAIRE ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse du BENEFICIAIRE objet du CONTRAT ;
- à avertir dans les plus brefs délais le BENEFICIAIRE en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges au BENEFICIAIRE à terminaison du CONTRAT.

2.6 Limite des présentes

Le prestataire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une Information Confidentielle si celle-ci :

- tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- est connue du prestataire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- a été reçue d'un tiers de manière licite sans violation du présent accord.

La confirmation par le prestataire d'une information connue d'un tiers de manière illicite le rend responsable de la divulgation.

2.7 Injonctions judiciaires ou administratives

Si le Prestataire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Prestataire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Prestataire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

2.8 *Propriété de l'information confidentielle*

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Prestataire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Prestataire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le Prestataire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le Prestataire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

La communication d'Information Confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information Confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Partie Communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

2.9 *Durée*

Le présent engagement est conclu pour toute la durée du marché à compter de sa date de signature par le Prestataire, qui s'engage également à respecter de façon absolue ces obligations :

- pour une durée illimitée pour tout ce qui a trait au respect de la vie privée et du secret médical,
- pour une durée de 5 ans à compter de la fin du contrat ou convention pour les autres informations.

2.10 *Responsabilité*

En cas de non-respect par le Prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché intitulé « **CTI TOULOUSE/2025/Nettoyage locaux** » au jour de la réception par le Prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le prestataire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50% du montant du contrat sur lequel est adossée la présente convention de confidentialité.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

2.11 *Règlement des litiges*

A défaut d'accord amiable entre les Parties en cas de différend relatif au présent accord, tout litige sera porté, à l'instigation de l'organisme, devant le Tribunal compétent.

Titre 3 *CLAUSES INFORMATIQUES ET LIBERTES ET RGPD*

3.1 *Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles*

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

3.2 *Responsabilité des Parties*

L'exécution du marché pourrait placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis du CTI Toulouse.

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par le CTI Toulouse.

Chaque partie, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

3.3 *Engagement de chacune des Parties*

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions du CTI Toulouse, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si le CTI Toulouse l'y a préalablement autorisé) ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter de l'aide au CTI Toulouse, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc) ;

- Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'Assurance Maladie.
- Mettre à disposition du CTI Toulouse toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Informer au plus tard dans les 48 heures le CTI Toulouse de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Notifier au CTI Toulouse, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'il puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte du CTI Toulouse (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que le CTI Toulouse lui aurait confiées, et sous réserve qu'il l'ait préalablement et formellement autorisée, le CTI Toulouse rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Le CTI Toulouse s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire
- Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire au CTI Toulouse et notamment celles relatives :

- au sort des données que traite le Titulaire pour le compte du CTI Toulouse (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- aux règles relatives à la confidentialité ;
- aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande du CTI Toulouse, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

Fait en deux (2) exemplaires,

A, le

Pour l'Organisme

Le Directeur Adjoint du CTI Toulouse,

Pour le Prestataire

Le Directeur,

Emilio QUESADA

.....